



GA.

Le maire de Saint-Herblain,

SERVICE :
SERVICE
TRANQUILLITÉ
PUBLIQUE ET
REGLEMENTATION

ARRÊTÉ :
DPR-2026-0907

OBJET :
Abrogation de l'arrêté
DPR-2026-0830 -
Occupation
du domaine public -
débit de boissons
temporaire
1^{ère} catégorie -
appareils de cuisson
électriques et au gaz -
associations
COMITÉ DES FÊTES,
UFSH FOOTBALL
et SOAKETSA -
Fête Nationale -
parc de la Carrière -
le 13 juillet 2026

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles
L 2212-1 et L 2212-2,

Vu le Code de la Sécurité Intérieure,

Vu le Code de la Santé Publique,

Vu l'Arrêté cadre interdépartemental n°2023-DRAAF-39 du 05 juillet 2023,
réglementant les mesures de prévention contre les incendies dans le
Département de Loire-Atlantique, modifié par l'arrêté cadre interdépartemental
n°2024-DRAAF-266 du 26 juin 2024,

Vu l'Arrêté municipal DGSO-2026-077 du 16 avril 2026 réglementant le parc
de la Carrière à Saint-Herblain,

Vu l'accord de la Direction de la Nature, des paysages et de l'espace public
de la Ville,

Vu la délibération du Conseil Municipal 2026-032 du 21 mars 2026, portant sur
la délégation de compétences du Conseil Municipal au Maire et la délibération
2025-016 du 31 mars 2025 déterminant les tarifs des services municipaux,

Vu la décision 2025-105 du 18 décembre 2025 portant détermination des tarifs
municipaux pour l'année 2025, qui mentionne la gratuité pour les associations à
but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général,

Vu la demande des associations COMITÉ DES FÊTES, UFSH FOOTBALL et
SOAKETSA accompagnées par le Service vie associative de la Ville, pour
participer à la Fête Nationale,

Considérant que les associations COMITÉ DES FÊTES, UFSH FOOTBALL et
SOAKETSA, sollicitent l'autorisation d'occuper le domaine public, d'ouvrir un
débit de boissons temporaire de 1^{ère} catégorie, et d'utiliser des appareils de
cuisson électriques et au gaz, à l'occasion de la Fête Nationale qui se déroulera
dans le parc de la Carrière à Saint-Herblain, le 13 juillet 2026,

Considérant qu'afin d'assurer la sécurité publique, il y a lieu de réglementer
l'utilisation d'appareils de cuisson électriques et au gaz,

Considérant qu'il appartient au Maire d'assurer le bon ordre, la sûreté et la
tranquillité publique, notamment dans les cafés et autres débits de boissons,

Considérant que toute ouverture de débit de boissons établie à l'occasion d'une
manifestation est subordonnée à l'autorisation préalable du Maire,

Considérant qu'il est nécessaire d'assurer la sécurité du public pendant le
déroulement de la manifestation,

Considérant le niveau en vigueur du Plan Vigipirate,

Sur proposition de Monsieur le Directeur Général des Services,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté DPR-2026-
0830 du 26 juin 2026.



Le maire de Saint-Herblain,

TITRE I – Disposition relative à l'occupation du domaine public

ARTICLE 2 : Les associations COMITÉ DES FÊTES, UFSH FOOTBALL et SOAKETSA, sont autorisées à occuper le domaine public à l'occasion de la Fête Nationale qui se déroulera dans le parc de la Carrière à Saint-Herblain, du lundi 13 juillet à 15h00 au mardi 14 juillet 2026 à 02h00.

ARTICLE 3 : À aucun moment, il ne sera fait entrave à la circulation piétonne.

ARTICLE 4 : Les voies d'accès pompiers et véhicules de secours doivent rester libres et être préservées tout le temps de l'occupation.

TITRE II - Dispositions relatives à l'ouverture d'un débit de boissons temporaire

ARTICLE 5 : Les associations COMITÉ DES FÊTES, UFSH FOOTBALL et SOAKETSA sont autorisées, exceptionnellement et à titre dérogatoire, à ouvrir un débit de boissons temporaire de 1^{ère} catégorie, à l'occasion de la Fête Nationale qui se déroulera dans le parc de la Carrière à Saint-Herblain, du lundi 13 juillet à 18h00 au mardi 14 juillet 2026 à 00h15.

ARTICLE 6 : À cette occasion, il ne pourra être servi que des boissons du groupe 1 défini à l'article L.3321-1 du Code de la Santé Publique :

Groupe 1° Boissons sans alcool : eaux minérales ou gazéifiées, jus de fruits ou de légumes non fermentés ou ne comportant pas, à la suite d'un début de fermentation, de traces d'alcool supérieures à 1,2 degré, limonades, sirops, infusions, lait, café, thé, chocolat ;

TITRE III - Dispositions relatives à l'utilisation d'appareils de cuisson électriques et au gaz

ARTICLE 7 : Les associations COMITÉ DES FÊTES, UFSH FOOTBALL et SOAKETSA sont autorisées à utiliser des appareils de cuisson électriques et au gaz, sous leurs entières responsabilités, à l'occasion de la Fête Nationale qui se déroulera dans le parc de la Carrière à Saint-Herblain, du lundi 13 juillet à 18h00 au mardi 14 juillet 2026 à 00h15.

ARTICLE 8 : Cette autorisation est cependant conditionnée par le respect des règles suivantes :

- ✓ un périmètre de sécurité devra être respecté, cette disposition devra être matérialisée par l'implantation de barrières de sécurité, ou tout autre dispositif de sécurité équivalent,
- ✓ les appareils de cuisson électriques doivent répondre aux normes en vigueur et ne devront pas être installés en cas de vents forts,
- ✓ ceux-ci doivent être placés sous surveillance constante jusqu'à l'extinction définitive du foyer,
- ✓ des moyens d'extinction appropriés doivent permettre leur contrôle permanent. Une prise d'arrosage, prête à fonctionner doit être située à proximité. L'utilisation d'eau sur des barbecues électriques est toutefois proscrite. Des extincteurs adaptés aux risques et en nombre suffisant devront être disposés sur le site,
- ✓ en aucun cas, une installation fixe ou mobile ne peut être installée sous le couvert d'arbres, arbustes, vivaces et de pelouses,
- ✓ les barbecues doivent être placés sur une surface inerte (sable ou gravier) et en aucun cas sur une surface enherbée,



Le maire de Saint-Herblain,

- ✓ en aucun cas, une installation fixe ou mobile générant des flammes vives ne peut être installée sous chapiteaux, tentes, structures temporaires (CTS) ou à proximité immédiate. Des prescriptions particulières pourront être posées par le Service Municipal compétent,
- ✓ l'implantation des appareils de cuisson devra, en permanence, laisser libre l'accès des bâtiments aux services de secours.

TITRE IV – Dispositions relatives aux barnums, tonnelles, tentes parapluie mis à disposition par la Ville

ARTICLE 9 : Dans l'hypothèse où l'organisateur utilise des barnums, tonnelles ou tentes parapluie (**structure présentant un accueil de moins de 19 personnes**), il devra impérativement se tenir informé de l'évolution des conditions météorologiques, pour la durée de l'évènement (montage, exploitation et démontage de la totalité des éléments temporaires montés), sur les sites internet dédiés, ou en composant le 32 50.

- ✓ Les structures en place devront être lestées et/ou haubanées conformément aux règles établies par le fournisseur ou le constructeur (cf. fiche technique du service Logistique) ;
- ✓ En cas de prévision de vents (régulier ou rafale) de 38 KM/H et plus, tout montage de structure est interdit, et toute structure en place doit être démontée et mise en sécurité.

ARTICLE 10 : Dans l'hypothèse où l'organisateur utilise des barnums, tonnelles ou tentes parapluie (**structure présentant un accueil de plus de 19 personnes**), il devra impérativement se tenir informé de l'évolution des conditions météorologiques, pour la durée de l'évènement (montage, exploitation et démontage de la totalité des éléments temporaires montés), sur les sites internet dédiés, ou en composant le 32 50.

- ✓ En cas de prévision de vents (régulier ou rafale) de 50 KM/H et plus, il devra interdire le montage de toute nouvelle structure. Les structures en place devront être maintenues fermées sur tous les côtés, lestées et/ou haubanées en conséquence, conformément aux règles établies par le fournisseur ou le constructeur.
- ✓ En cas de prévision de vents (régulier ou rafale) supérieurs à 70 KM/H, l'ensemble des structures devront être évacuées et maintenues fermées. Le site devra alors être sécurisé et rendu inaccessible au public.
- ✓ L'organisateur devra se référer aux éléments de conformité et d'évacuation indiqués sur le registre de sécurité fourni.

ARTICLE 11 : L'organisateur engage sa responsabilité quant à la stabilité des structures montées.

ARTICLE 12 : Pour toutes autres structures, qu'elle soient permanentes ou temporaires, tels les chapiteaux-tentes-structures itinérantes (CTS - structure présentant un accueil de plus de 19 personnes), l'organisateur devra tenir informé le Pôle en charge du suivi des établissements recevant du public (Pôle ERP) du Service tranquillité publique et réglementation, en vue de l'instruction de leur conformité à la réglementation en matière de sécurité incendie et d'accessibilité des personnes en situation de handicap, par mail adressé à : prevention.risques@saint-herblain.fr (02 28 25 23 65).



Le maire de Saint-Herblain,

TITRE V - Dispositions générales

ARTICLE 13 : Le bénéficiaire de la présente autorisation devra respecter les consignes de sécurité prises dans le cadre du niveau en vigueur du Plan Vigipirate, qui se traduit par un renforcement des mesures de protection autour des sites sensibles (lieux de rassemblements festifs, culturels et sportifs, établissements scolaires et d'enseignement supérieur, lieux de culte). Il devra notamment s'assurer de la mise en œuvre des mesures suivantes :

- ✓ sécurité des lieux de rassemblements : limiter ou interdire le stationnement des véhicules aux abords immédiats du lieu de la manifestation ; mettre en place des véhicules et/ou barrières anti-véhicules béliers.
- ✓ sécurité des bâtiments publics : assurer un filtrage des entrées des personnes et un contrôle visuel des sacs ; s'assurer que les issues de secours sont en nombre suffisant et sont libres de tout obstacle.

ARTICLE 14 : En cas de mauvaises conditions météorologiques (alerte météo vigilance jaune, orange ou rouge), la Ville se réserve le droit d'interdire la manifestation. L'organisateur devra se conformer à la décision de la ville.

ARTICLE 15 : L'organisateur devra se conformer à toutes prescriptions délivrées par la police municipale ou toute autre autorité compétente. La présente autorisation est donnée à titre précaire et révocable. Les infractions au présent arrêté pourront faire l'objet de poursuites, conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 16 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes, ou par l'application Télérecours citoyens à partir du site www.telerecours.fr :

- ✓ Par le titulaire, dans un délai de deux mois, à compter de sa date de notification ;
- ✓ Par les tiers, dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la Ville.

ARTICLE 17 : Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Directeur Interdépartemental de la Police Nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À SAINT-HERBLAIN, LE **03 JUL. 2026**

Pour le Maire,
L'Adjoint délégué à la Tranquillité publique et à
la prévention,



Jocelyn GENDEK